

L'extractivisme au service de la « transition énergétique » : une contradiction à affronter et à résoudre

Comment concilier le droit absolu des communautés locales à rejeter les projets miniers qui affectent leurs droits et leur environnement avec la réalité que les sociétés humaines continueront à dépendre d'une certaine quantité d'énergies (renouvelables), même s'il est clair que les besoins énergétiques peuvent et doivent être radicalement réduits ?

Notre coalition doit prendre position sur cette question. En tant que réseau international politiquement responsable, nous ne pouvons éluder la question : ni en exigeant uniquement la fin des énergies fossiles, alors que l'extractivisme prétendument au service de la « transition énergétique » multiplie les destructions environnementales ; ni en limitant notre programme politique au refus de tous les projets extractivistes pour les matériaux de transition, tout en ignorant les réalités mondiales et les besoins de l'humanité. Lors du dernier webinaire, notre camarade de l'ONIC a fait implicitement référence à cette contradiction en présentant la position de l'Uwa, qui affirme que le pétrole est le sang de la Pacha Mama et qu'il ne doit jamais être touché, mais en reconnaissant également que l'humanité souhaite bénéficier de certains objets de la technologie moderne, comme les téléphones portables, tout en refusant d'autres. (Similairement, les Zapatistes disent non à la télévision, mais les femmes disent oui aux machines à laver !). Refuser tout extractivisme par principe est légèrement hypocrite, car c'est le minimum qui doit être fait et qui sera fait. C'est une position qui peut protéger les communautés fortes, mais qui ne fera que déplacer les projets vers d'autres moins capables de se défendre. En réalité, c'est une position qui a été qualifiée de NIMBY (Not In My Back Yard !).

Il est essentiel d'avoir une solution crédible à cette contradiction, car plus ou moins consciemment, toutes les personnes de bonne volonté se posent probablement cette question évidente. Une réponse claire à cette question est essentielle pour motiver un mouvement mondial véritablement efficace en faveur d'un changement radical. Sans cela, nous ne proposons pas d'alternative réaliste au régime actuel.

Dénoncer les fausses promesses du projet officiel

Pour convaincre largement de la nécessité d'un programme radicalement alternatif, il est essentiel que notre discours et nos actions dénoncent le programme du régime actuel qui, sous prétexte de « transition énergétique », consiste à assurer la croissance exponentielle constante indispensable au fonctionnement des économies capitalistes, en fournissant une énergie illimitée pour la croissance illimitée de productions superflues et souvent destructrices. (Armes, croisières de luxe, industrie

publicitaire, objets « intelligents » stupides et autres produits de consommation high-tech superflus – la liste est presque infinie !)

En réalité, ce programme ne prévoit pas de remplacer les combustibles fossiles, mais simplement de disposer en plus des énergies renouvelables. Ce n'est donc pas un hasard si, alors que l'énergie solaire est en plein essor, on extrait plus de charbon que jamais dans l'histoire, ni si 30 COP ont permis d'augmenter chaque année les concentrations de CO₂. C'est pourquoi les scénarios officiels (même ceux du GIEC) promettant zéro émission « nette » pour 2050 reposent sur l'hypothèse du développement d'une industrie gigantesque et encore inexistante de capture du carbone, qui impliquerait elle-même d'énormes quantités d'extractivisme et de pollution.

Ce scénario ne laisse aucune place à la redistribution et à la justice sociale à l'échelle planétaire. Au contraire, il dépend entièrement de la poursuite de l'exploitation coloniale violente des populations et des régions du monde condamnées à fournir des matières premières et à devenir des « zones sacrifiées pour l'environnement ».

La logique d'un marché capitaliste effréné oblige ses dirigeants à croire en ce scénario manifestement irréalisable ou à se réfugier dans le déni climatique. Finalement, le capitaliste le plus réaliste est peut-être M. Musk, avec son projet de partir pour Mars...

Une proposition alternative

En bref, nous pouvons résoudre cette contradiction en adoptant la position suivante :

- **Toutes les communautés ont le droit absolu de DIRE NON aux projets qui les affectent, qu'il s'agisse de projets d'énergie renouvelable ou de projets extractifs pour les minéraux nécessaires à la transition énergétique.**
- **Ceux qui souhaitent accepter un projet doivent avoir un contrôle total sur les conditions dans lesquelles il est réalisé, y compris sur les avantages qu'ils en retirent. (Le contrôle des conditions devrait bien sûr également impliquer des politiques publiques plus générales, telles que l'interdiction totale de l'exploitation minière à ciel ouvert, de l'exploitation minière industrielle dans les rivières et de la fracturation hydraulique, par exemple.)**

L'imposition de telles conditions augmenterait considérablement le coût des projets extractifs, ce qui aurait pour effet très positif de faire augmenter les prix et de réduire la demande pour des utilisations inutiles, et d'encourager une utilisation plus efficace des ressources, le recyclage ou leur remplacement par d'autres matériaux. Ainsi, la résistance des communautés menacées par l'extractivisme des matériaux de « transition » peut converger avec les revendications des mouvements climatiques mondiaux en faveur d'une réduction massive de la consommation d'énergie par les

populations les plus riches, les 10 % les plus riches étant responsables de la moitié des émissions responsables du changement climatique (1).

La bonne nouvelle est que tous les matériaux nécessaires à la transition énergétique, même dans le scénario de croissance officiel, nécessiteraient moins de la moitié de l'extraction actuelle de charbon, sans parler des autres activités minières en cours pour le cuivre, le nickel, etc. De plus, leur énorme avantage est que la plupart des matériaux utilisés pour les énergies renouvelables peuvent être recyclés, alors que la consommation de combustibles fossiles doit bien sûr être renouvelée à l'infini. Pour cette raison, l'extraction pour la transition diminuera après un pic vers 2045 (2) .

Il est important de noter que le scénario officiel inclut une augmentation incontrôlée des véhicules électriques, qui représenteraient les trois quarts de l'extraction totale, notamment une part importante du cuivre et la quasi-totalité du lithium et du nickel. Le simple remplacement des combustibles fossiles par des véhicules électriques ne doit donc pas être considéré comme « une partie de la solution », mais comme la principale menace pour l'environnement d'une transition énergétique aussi peu critique. Leur remplacement par les transports publics, les vélos électriques ou le covoiturage devrait être une revendication centrale du mouvement climatique.

Les deux autres revendications essentielles devraient être la priorité accordée à la rénovation des bâtiments afin de réduire les besoins énergétiques pour le chauffage, et un recyclage beaucoup plus important et meilleur des matériaux.

Les militants pour le climat dans les pays du Nord soulignent cette nécessité de « décroissance » des pays riches (à l'exception des populations pauvres des pays riches souffrant de pénurie énergétique), en parlant souvent de manière plus positive d'une « société de suffisance », une vision qui rejoint le concept indigène de « Buen vivir »(3).

Une proposition concrète du mouvement pour la décroissance est celle des « corridors de consommation durable ». Afin d'éviter d'imposer un modèle unique de consommation, il pourrait être permis de varier entre une consommation minimale garantissant une vie digne et un niveau maximal. Une telle politique permettrait par exemple d'éliminer la multiplication des vols aériens, des limousines et des SUV, etc.

La réduction de la consommation d'énergie et de matières premières serait obtenue non seulement en promouvant l'efficacité énergétique, le recyclage et la réduction des inégalités scandaleuses, mais aussi et surtout par des choix sociétaux, comme nous l'avons vu par exemple en remplaçant les voitures électriques individuelles par les transports publics.

À un niveau plus fondamental, les politiques publiques et le crédit devraient privilégier les activités liées aux relations sociales et aux soins, plutôt que la production et la consommation matérielles. Ainsi, les objectifs de réduction du

changement climatique et de préservation de cette planète vivante convergent avec nos luttes communes pour des communautés et des sociétés plus humaines.

1

<https://www.oxfam.org/en/press-releases/worlds-richest-10-produce-half-carbon-emissions-while-poorest-35-billion-account>. De plus, les 1 % des émetteurs les plus riches au monde ont émis plus de 1 000 fois plus de CO₂ lié à l'énergie que les 1 % les plus pauvres !

<https://www.iea.org/commentaries/the-world-s-top-1-of-emitters-produce-over-1000-times-more-co2-than-the-bottom-12>

2 www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2542435123004117).

3. Comme dans la conception de Gandhi de la « république villageoise », où «There is enough for each man's need, but not for each man's greed» (Il y a suffisamment pour les besoins de chacun, mais pas pour leur avidité).